

# La fausse réforme de l'ENA

Posté le : 10 avril 2021 12:20 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Réforme, Economie et politique

Ainsi l'ENA va-t-elle « être remplacée par quelque chose qui marche ». Tel est la volonté d'Emmanuel Macron. On retrouve la morgue de l'ancien élève qui s'est élevé au-dessus du lot et qui se permet de faire sentir au « vulgus énarclus » sa supériorité.

Nous sommes une fois de plus dans la psychiatrie : « le syndrome du gamin qui a sauté la maîtresse » et qui en tire des idées aventurées sur sa supériorité vis-à-vis des autres. Une réforme n'a de sens que si on fixe un diagnostic et qu'on affiche une volonté positive de curer les difficultés. Comme toujours, faute d'analyses de fond, on s'amuse. Le nom est donc changé. L'ENA devient l'ISP, l'institut de service public. L'avantage est qu'on ne pourra plus condamner l'Énarclie et les Énarques. Instituteurs du service public, c'est moins parlant et moins classe. On reviendra au terme de Haut Fonctionnaire, ou au titre : inspecteur des finances, conseillers d'Etat etc. En dehors du changement de nom, on présente deux évolutions : la fusion de plusieurs écoles de fonctionnaires, et l'ouverture de filières spéciales pour la « diversité ». « On noie le poisson et on le fait changer de couleur » a plaisanté un haut fonctionnaire. Les filières spéciales pour la « diversité » sont le contraire de l'esprit méritocratique des institutions républicaines. Quant à multiplier les troncs communs, c'est aussi une grande mode depuis longtemps aux étages inférieurs de l'administration, qui a pour but de contrebalancer l'ouverture de filières dans des domaines ministériels nouveaux. Un ministère qui n'a pas son école spécialisée n'est pas un ministère. 39 écoles sont membres du réseau des écoles de service public, ce sont des établissements publics :

- Centre d'enseignement supérieur de la Marine CESM
- Centre national de la fonction publique territoriale - CNFPT
- École nationale des douanes
- École d'administration militaire
- École des commissaires de l'air
- École des hautes études en santé publique
- École des officiers de la gendarmerie nationale
- École des officiers du commissariat de la Marine
- École nationale d'administration
- École nationale d'administration pénitentiaire
- École nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
- École nationale de la magistrature
- École nationale de protection judiciaire de la jeunesse
- École nationale des finances publiques

- École nationale des greffes
- École nationale des services vétérinaires
- École nationale des travaux publics de l'État
- École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg
- École nationale supérieure de la police
- École nationale supérieure de la sécurité sociale
- École nationale supérieure des officiers de police
- École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers
- École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
- École supérieure de l'éducation nationale
- Groupe écoles - Centre de formation et de documentation des affaires maritimes
- Institut de formation de l'environnement
- Institut de la gestion publique et du développement économique
- Institut national des études territoriales
- Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
- Institut national spécialisé d'études territoriales d'Angers
- Institut national spécialisé d'études territoriales de Dunkerque
- Institut national spécialisé d'études territoriales de Montpellier
- Institut national spécialisé d'études territoriales de Nancy
- Institut régional d'administration de Bastia
- Institut régional d'administration de Lille
- Institut régional d'administration de Lyon
- Institut régional d'administration de Metz
- Institut régional d'administration de Nantes

Qu'il n'y ait pas quelques réformes à faire dans ce fatras, surtout dans toute la partie régionale et territoriale, c'est certain. Vouloir en revanche mélanger la formation aux petits postes et l'accès aux hautes fonctions de l'Administration n'a pas grand sens. Les mélanges de niveaux ne donnent jamais de bons résultats. L'effondrement du niveau scolaire conduit par ailleurs à une dévalorisation naturelle des candidats. Tout niveler aboutit à une descente plutôt désespérante.

Il est évident que donner à 24 ans un titre d'inspecteur des finances ou de conseillers d'état est étrange. Le système des militaires qui ne permettent l'accès au plus haut grade qu'après une expérience prouvée sur le terrain est excellent.

Pour les Ministères les plus importants la préoccupation est de mettre la main sur les meilleurs élèves tôt et de maintenir la qualité de l'effectif. Tout le débat pour eux est de savoir comment

détecter et recruter les meilleurs. Ils savent très bien qu'ils n'émergeront pas des écoles destinées aux fonctionnaires secondaires. Avant l'ENA, ils avaient des concours spécifiques et chacun veillait à son cheptel chéri. On retrouve ce système pour les deux assemblées qui recrutent des fonctionnaires spécifiques qui sont devenus des armées mexicaines cloisonnées. Un système détestable.

La sortie « dans la botte » de l'ENA permettait l'accès aux grands corps, le reste se diffusant dans le reste des administrations. On a assez dit que les mauvais élèves de l'ENA se retrouvaient au ministère de la Santé ! Si on supprime les classements et si on met en œuvre d'énormes troncs communs, reste à définir comment les grands ministères recruteront l'élite des élèves et si l'élite des élèves aura envie d'aller vers l'administration.

Et on sera alors revenu au problème véritable qui est la base de la critique du système énarquique : l'envahissement du politique par la haute administration ! Les hauts fonctionnaires ont un domaine : la haute administration. Mais ils ont colonisé la politique. Président de la République, premier Ministre, ministre et secrétaire d'État, maire de grande ville, conseillers municipaux, chefs de partis, ils tiennent tout de leur main de fer. Édouard Philippe est adoubé par Alain Juppé, il dirige en partie le RPR à sa création avant de devenir maire du Havre, il devient premier Ministre. Il est présidentiable s'il ne se « rocardise » pas ! Juppé cesse d'être maire de Bordeaux, après avoir été dirigeant à la ville de Paris puis Premier Ministre, et file au conseil constitutionnel. À gauche c'est pareil. Aubry est maire de Lille. Hollande est premier secrétaire du PS puis Président de la République. Ne parlons pas de fables, de Copé, de Wauquiez...

Ce qui s'est passé dans les années quatre-vingt-dix a largement été ignoré. Quatre mouvements clef se produisent :

- La généralisation de la féminisation
- La chute de l'URSS
- L'Union européenne
- La mondialisation et la financiarisation de l'économie.

Le petit monde de la haute fonction publique sent la nécessité de se rapprocher. Les distinctions droites gauches sont quasi totalement effacées. La question est de ne pas se faire marginaliser par l'Europe qui arrache des pans entiers de la souveraineté, ni par les colosses financiers et économiques transnationaux qui se créent, ni par la réduction des postes dans les entreprises nationales, presque toutes privatisées. Désormais, tout se fait en famille, car les Énarques se marient entre eux. La parité permet des promotions expresses d'épouses ou de maîtresses ou de « filles de ».

La pourriture mitterrandienne a permis à des familles aimées ou affidées de s'incruster en profondeur dans les rouages de l'État. Le copinage a pris des proportions excessives. On l'a vu à l'occasion de l'affaire Duhamel-Kouchner, des excès Buzyn Lévy, du scandale du quarteron des petits-maîtres amis de l'épouvantable nullité qu'aura été Marisol Touraine à La Santé : on retrouve Attal, Griveaux, le directeur actuel de la santé, et quelques autres. La victoire de Macron, assise sur un pronunciamiento de hauts fonctionnaires félons marque la fusion sans scrupule des deux parties de l'énarchie, avec concentration de tout entre les mains de 20 énarques amis. Tous les cabinets sont fusionnés pour réduire encore le champ des personnes concernées. On recrute comme secrétaire d'État et ministre des « filles de » et/ou des épouses. Mmes Parly, Hidalgo, Wargon, parmi une dizaine d'autres, sont typiques de ces évolutions. On a même vu se former au sein de l'énarchie, des sous-groupes fondés sur l'inclinaison sexuelle. L'homosexualité est désormais une filière qui compte.

L'asphyxie de la démocratie est totale.

D'autant que la caste des grands corps a ses propres objectifs majoritaires et qu'elle les impose au pays : socialisme, immigration de masse, fédéralisme européen, américanisation, mondialisation, financiarisation, fiscalisation, La plupart des grandes tares qui ont fait sombrer le pays dans ces dernières années forment le fond de sauce qui unit tout le milieu. Bien sûr, même l'opposition radicale à ces doctrines est formée d'Énarques : Asselineau, Dupont-Aignan, Philippot. C'est la cerise sur le gâteau. Hors de l'énarchie pas de salut !

C'est parce que la corruption et l'annexion de la République par l'énarchie sont devenues asphyxiantes que Macron, qui l'a sacralisée et amplifiée, doit se lancer dans des gesticulations.

Depuis 22 ans, date à laquelle nous avons énoncé ces mesures sur le forum du Monde, nous défendons cette idée qu'il faut :

- Séparer le politique de l'administratif. Ou on est fonctionnaire ; ou on veut faire de la politique, être élu et tenir les grands postes élus. Il faut choisir. Tout haut fonctionnaire tenté par la politique doit démissionner de la haute fonction publique.
- Interdire tout cumul de rémunération publique. Si on veut cumuler, on choisit la rémunération principale qu'on veut garder. Mais il n'y en aura qu'une.
- Veiller au néonépotisme lié à l'extension des possibilités de favoriser les carrières des amants, maîtresses, époux et des enfants.

Cela ne veut pas dire que les personnes issues de la société civile qui seront élues seront meilleures. Les Énarques sont souvent très capables et le sont plus que la moyenne des élus de terrains. La troisième et la quatrième république ont montré la nullité d'un grand nombre d'élus. Il suffit de voir la qualité des personnels politiques élus de EELV pour prendre en pleine figure un parfum de nullité et de bêtise particulièrement déplaisant. Là n'est pas le problème. Une démocratie représentative doit être représentative.

L'important est que la décision politique redevienne l'apanage des représentants élus du peuple, que les partis cessent d'être des écuries pour Énarques en mal de carrière politique, et que cesse la coupure tragique entre base et sommet.

Un préalable est évidemment de ne pas réélire Emmanuel Macron et ses fausses réformes qui visent à « tout changer pour que rien ne change ».